

Comment la 5G prépare son retour en Suisse

TÉLÉCOMS ABONNÉ

En annonçant de nouvelles mesures de rayonnement dans neuf communes, Vaud prépare en réalité la population à la fin du moratoire sur les antennes 5G. Genève, qui s'oppose de manière plus vive encore à cette technologie, pourrait suivre



Deux employés de l'entreprise Axians installent une antenne 5G dans le canton de Genève, le 10 avril 2020. — © Keystone/Martial Trezzini)

C'est un petit communiqué de quelques lignes, truffé d'acronymes et sobrement intitulé «Antennes de téléphonie mobile 5G: lancement de projets pilotes». D'apparence anodine, cette publication du canton de Vaud est sans doute une étape majeure dans la bataille autour de la 5G en Suisse. Jeudi, l'un des cantons les plus opposés à cette technologie a ouvert la porte à la fin du moratoire. Et Genève, opposé plus fermement encore à la 5G, pourrait imiter son voisin. La fin des blocus, qui freinent Swisscom, Sunrise et Salt depuis des mois, se dessine.

Issue de plusieurs mois de négociations avec les opérateurs, la décision vaudoise vise à mesurer le rayonnement d'antennes 5G dans neuf sites du canton (Onnens, Villeneuve, La Chaux, Yverdon-les-Bains, Eysins, Jouxens-Mézery, Penthalaz, Lonay et Lausanne). Le but sera de s'assurer que les valeurs limites fixées dans l'ordonnance fédérale sur la protection contre le rayonnement non ionisant (ORNI) soient respectées. Le canton veut ensuite créer un groupe de travail avec l'Office fédéral de la communication (Ofcom) et l'Office fédéral de l'environnement (OFEV). Un bilan sera établi en mars 2021.

Opération de com?

Des tests bien répartis aux quatre coins du canton pour mesurer une 5G que l'on connaît pourtant déjà bien – les licences ont été vendues en 2019 –, voilà qui ressemble à une opération de communication pour préparer la population à la fin du moratoire. Béatrice Métraux, conseillère d'Etat chargée du Département de l'environnement et de la sécurité, s'en défend: «La méthode de mesure pour le rayonnement des stations de base 5G et les antennes adaptatives n'a été publiée qu'en février dernier par l'Institut fédéral de métrologie», indique-t-elle au *Temps*, en ajoutant que le canton «avait décidé de ne pas autoriser la construction de nouvelles antennes 5G tant que la Confédération ne mettait pas à la disposition des cantons les outils permettant de vérifier que ces installations respectent les valeurs limites en matière de rayonnement».

Lire aussi: [5G et santé: dix points pour comprendre](#)

Béatrice Métraux, qui affirme être «à l'écoute des inquiétudes et nombreuses oppositions exprimées par la population», ne s'avance pas sur la levée probable du moratoire. Un moratoire cantonal jugé illégal par les

opérateurs. «Ni les cantons ni les communes n'ont la compétence pour le décréter, affirme un porte-parole de Swisscom. Nous collaborons pour ce projet avec le canton de Vaud et souhaitons un déblocage rapide de la situation.» Sunrise est tout aussi impatient: «Un moratoire n'aurait pas dû être imposé, car les recommandations de l'OFEV et de l'Ofcom sont claires à ce sujet. Cependant, nous sommes constamment en discussion avec tous les cantons et communes pour faire en sorte que ces blocages soient levés le plus rapidement possible», dit un porte-parole.

Pression sur Genève

Les regards se tournent vers Genève, canton qui a voté une loi qui, selon Swisscom, «imposerait même de démonter les antennes 5G, voire même 4G actuelles». «La suspension des autorisations de construire pour les nouvelles antennes est toujours strictement appliquée par les services de l'Etat», affirme un porte-parole du Département du territoire, ajoutant que les opérateurs combattent en justice une récente modification de la loi sur la construction, qui durcit encore plus les procédures. Mais la responsable entrouvre la porte: «Sur le principe, le canton de Genève pourrait envisager des tests pilotes similaires. La

Confédération doit toutefois encore produire une aide à l'exécution pour la prise en considération des caractéristiques de rayonnement des antennes adaptatives.»

Sunrise dénombre neuf cantons, «essentiellement en Suisse romande», où des moratoires de plus ou moins forte intensité ont été imposés. Swisscom note, de ce côté-ci de la Sarine, des soucis dans la plupart des cantons, «mais sans commune mesure avec ce qui se passe dans les cantons de Vaud et de Genève. Nous espérons que le signal vaudois permettra de débloquent la situation partout.»

Lire également: [Avec CHANCE 5G, les opérateurs partent à l'offensive](#)

Cinq initiatives nationales

Aujourd'hui, aussi bien Swisscom que Sunrise couvrent 90% de la population en 5G – Salt n'a pas encore activé son réseau. Mais il ne s'agit que d'une sorte de 5G «light», nettement moins rapide que la 5G promise, ce n'est qu'une 4G améliorée et dont la mise en service n'a nécessité que des mises à jour logicielles – il n'a ainsi pas fallu se battre contre des moratoires cantonaux. Mais pour les opérateurs,

la route est encore longue: ils doivent faire face à de nombreuses oppositions au niveau communal. Sans parler des... cinq initiatives anti-5G sur le plan national: deux ont été lancées, trois sont en cours d'élaboration.

Vers des débits internet minimum plus rapides?

Swisscom, prestataire du service universel en Suisse, a actuellement l'obligation légale de fournir à chaque ménage un débit minimum de 10 mbit/s pour les lignes fixes. Et ce jeudi, le Conseil national a accepté par 176 voix contre 2 une motion d'une commission pour faire passer cette vitesse minimale de connexion à internet à 80 Mbit/s. Le but, c'est de faciliter entre autres le télétravail ou l'école à la maison. Le Conseil des Etats doit encore se prononcer.

Mais pendant le confinement, il est apparu que le télétravail et le téléenseignement étaient souvent possibles avec un débit de 10 Mbit/s, a affirmé la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga. Swisscom, de son côté, estime pour l'heure exagéré de lui imposer de fournir à tous un débit de 80 mbit/s. Mais si cette idée devait se concrétiser,

l'opérateur aurait un argument de plus pour essayer
d'accélérer le déploiement de la 5G. **A. S.**